

L'AGROBUSINESS EN HAÏTI

ETUDE PROSPECTIVE SUR L'AGROBUSINESS EN HAÏTI

TERMES DE REFERENCE (TDR)

Contexte

Suite au séisme du 12 janvier 2010, sous la présidence de M. Joseph Michel Martelly, l'Etat Haïtien a mis en place une stratégie de développement, communément appelée « Haïti est Ouverte aux Affaires », qui donnait priorité à l'investissement étranger. Le gouvernement haïtien publia, alors, un document de politique dans lequel il faisait ressortir, en quatre points, son approche de redressement économique post séisme: (1) développement de zones franches industrielles et commerciales, (2) agro-industrie tournée vers l'exportation, (3) les industries extractives et (4) le tourisme.

Les 4 approches ont été utilisées par les entreprises multinationales comme une méthode pour contrôler les terres agricoles ou communales au profit des mégaprojets (REF). Dans l'agrobusiness, la prise de contrôle des terres cultivables par les entreprises multinationales a été utilisée pour la production des cultures de rente destinées exclusivement à l'exportation ; non pas pour subvenir aux besoins des populations locales. La mise en œuvre de la plupart de ces mégaprojets nécessite l'éviction et le déplacement des exploitants (Référence). Le phénomène de l'éviction se produit depuis plusieurs siècles avec l'expulsion brutale des indigènes lors de la découverte de l'île Quisqueya par Christophe Colomb et se poursuit durant toute l'époque coloniale. Il y a eu beaucoup de débats autour de l'accaparement des terres cultivables par les compagnies multinationales, ses impacts sur les petites exploitations familiales, la souveraineté alimentaire, la politique économique et le changement climatique (REF).

L'objectif poursuivi dans le cadre de cette étude est d'examiner l'agrobusiness : son histoire, sa situation actuelle, son étendue et de fournir des recommandations en ce qui a trait à de potentielles stratégies destinées à influencer d'éventuelles politiques en Haïti, aux Etats Unis et internationalement. Les résultats de la recherche serviront à informer et mobiliser les communautés locales et les groupes de la société civile (avec une attention spéciale pour les organisations paysannes) où l'Etat et les investisseurs privés cherchent à mettre en œuvre de potentiels projets agroindustriels. Cette recherche servira aussi à façonner le discours global autour des réalités de l'agrobusiness à l'intérieur du cadre de développement et de la communauté.

LA AMERICAN JEWISH WORLD SERVICE

La American Jewish world Service- AJWS est l'organisation juive leader qui travaille pour promouvoir les droits humains et s'évertuant à combattre la pauvreté dans le monde en

développement. Elle s'engage à défendre les droits civils et politiques, faire avancer la santé et droits sexuels et reproductifs, promouvoir les droits fonciers et la justice climatique. Elle intervient au côté des communautés suite aux catastrophes naturelles. Elle poursuit des changements durables en venant en aide aux organisations de base et de droits humains en Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes et aussi en faisant des campagnes de plaidoyer en faveur d'un changement dans les politiques américaine et internationale pour une justice équitable au niveau mondial.

PAPDA

La Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) est un réseau national qui milite pour le renforcement du mouvement populaire et social haïtien, et la mise en place et l'application de politiques publiques prennent en les vrais besoins de la population, tout en respectant son identité de peuple, son histoire et sa culture. Depuis sa création, la PAPDA travaille avec le mouvement paysan et beaucoup d'organisations de base en Haïti pour promouvoir une meilleure politique agricole qui renforce le rôle de la paysannerie et l'agriculture paysanne familiale dans l'économie nationale de telle sorte que le pays puisse atteindre la souveraineté alimentaire.

La PAPDA est membre de nombreux mouvements et réseaux internationaux (WSF, Jubilee South, COMPAS, APC...) et a développé des partenariats avec de larges mouvements au niveau mondial tels que Via Campesina, MST-Brésil etc.

Le secteur agroalimentaire

L'agrobusiness en Haïti possède une longue histoire et avec la globalisation sans cesse croissante du système alimentaire mondial, on constate un regain d'intérêt de la part des secteurs public et privé pour l'agriculture. L'agrobusiness regroupe les acteurs qui assurent la liaison entre les producteurs à la fois des cultures de rente et de subsistance et les consommateurs qui eux comprennent les acheteurs, les transformateurs et les détaillants. Les produits agricoles, dont certains remontent du temps de la colonisation et de l'esclavage, incluent le coton, l'indigo, le café, le vétiver, le sucre, le sisal, le cacao et la banane. De vives tensions existent depuis toujours entre ceux qui pratiquent la culture de rente sur de grandes surfaces et les petits exploitants communément appelés, dans le contexte haïtien, paysans dont l'activité première est l'agriculture familiale.

Dans le contexte post séisme, le Centre de Facilitation des Investissements (CFI) a lancé un appel à l'intention des investisseurs potentiels en vue de mettre en valeur 10,000 hectares de terres cultivables pour promouvoir les cultures de rente telles que cacao, écorces d'orange séchées (Grand Marnier), légumes organiques, avocats, mangues, sisal, noix de cajou et poivre¹. De plus, est apparue la première zone franche agricole dénommée Agritrans SA (conçue et implémentée

en 2014 par Jovenel Moïse dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le gouvernement haïtien) dont la vocation était d'exporter de la figue banane vers les marchés européens.

Objectif de la consultation

Tenant compte de ce contexte, la PAPDA désire recruter un consultant (ou un groupe de consultants) pour mener une étude prospective de l'agro-industrie en comparaison avec l'agriculture paysanne familiale en Haïti, en collectant des données, à la fois actuelles et historiques, sur l'agrobusiness en Haïti ; identifier les principaux impacts de l'agroindustrie sur l'agriculture paysanne familiale et la souveraineté alimentaire, avec une emphase sur la problématique d'accaparement de terres ; et enfin proposer un ensemble d'éléments et de stratégies pouvant faire partie d'un plaidoyer en faveur de l'agroécologie, la souveraineté alimentaire.

Le Travail du ou des consultant (s) consistent en :

1. Historique de l'agroindustrie et la problématique des accaparements de terre en Haïti et plus globalement,
2. Une analyse de l'état actuel de l'agroindustrie en Haïti. Celle-ci doit faire ressortir les acteurs du secteur, les projets existants et potentiels, les différentes structures de pouvoir ainsi que l'identification des populations vulnérables, etc.
3. L'impact du modèle agroindustriel et les accaparements de terre. L'impact peut être positif ou négatif et peut s'étendre à l'échelle locale et globale - petite échelle, paysan, fermiers (ex. souveraineté alimentaire et moyens d'existence), travaux agricoles (ex. les conditions socio-économiques et la santé), les communautés (ex. économie locale et la culture), et l'environnement (ex. changement climatique).
4. Une analyse des politiques et lois en Haïti, aux Etats Unis et à l'échelle internationale qui peuvent créer ou démanteler les opportunités pour les petits agriculteurs.

Composition de l'équipe

L'équipe de recherche sera dirigée par deux (2) spécialistes de l'agrobusiness : un expert Haïtien et un expert étranger.

Les questions clés de recherche

Au plan général

1. Quelle est la définition type de l'agrobusiness ?
2. Quelles sont les zones franches agricoles en Haïti?
3. Historique de l'agrobusiness en Haïti et au niveau global
4. Quel est le rôle de l'agrobusiness dans la transformation des systèmes alimentaires en Haïti

¹ From CFI's Agribusiness Brochure

et à l'échelle globale?

5. Quel type d'investissements ont été effectués dans l'agro-business en Haïti et internationalement?
6. Quel rôle jouent le secteur privé et l'Etat dans le développement de l'agro-business en Haïti et dans des pays similaires?
7. Qui sont les principaux acteurs de l'agro-business en Haïti et au niveau international ? Qu'est ce qui suscite tant les intérêts pour l'agro-business ? Quel est le rôle des entreprises multinationales ?
8. Quelle est la relation entre l'agro-business et le développement en Haïti?
9. Quelle est la structure du pouvoir? Quelles sont les dynamiques de pouvoir au niveau de chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement? Qui fournit la force de travail ?
10. Quelles sont les principales technologies utilisées dans l'agro-business (ex. Pesticides, fertilisants, monoculture, semences, etc.)?

Les projets agroalimentaires en Haïti

1. Historique de quelques projets agroindustriels en Haïti?
2. Quels sont les projets agroindustriels mis en oeuvre actuellement en Haïti?
3. Quels sont les projets agroindustriels envisagés ou déjà adoptés en Haïti?
4. Quels sont les acteurs clés de ces projets?
5. Qui sont les potentiels investisseurs dans ces projets?
6. Existente-t-il des régions particulières en Haïti qui soient plus aptes ou présentent plus d'avantages pour la mise en oeuvre des projets agroindustriels?
7. Qui est impliqué dans la promotion de l'investissement dans l'agro-business en Haïti : Les institutions étatiques ? Les acteurs du secteur privé ? Les acteurs internationaux?

Quels sont les impacts potentiels en ce qui a trait à : (Ceci devrait tenir compte à la fois du contexte haïtien et du contexte global et prendre en exemple des projets passés, actuels et potentiels et les technologies utilisées ?

1. Les ressources (Aliments, eau, terre, sol, etc.).
2. La migration/déplacement (Réparation)
3. Changement climatique et l'environnement.
4. Rapport entre travail/ salaires et pauvreté.
5. Accès au marché / Chaîne de valeur/Profit (économie politique).

6. Economie rurale.
7. Développement.
8. Communauté et culture.
9. Genre ; en particulier les femmes.
10. Les enfants.
11. Individu et communauté/les droits collectifs.
12. Souveraineté alimentaire.
13. Rapport entre le titre de propriété et la terre.
14. Agriculture durable / Agroécologie

Loi et politique: (incluant les droits humains, les droits économiques, sociaux et culturels, travail, environnement, responsabilité sociale des entreprises, production agricole, tarifs, accords commerciaux, les incitatifs liés au libre-échange, etc.)

1. Quelles sont les lois qui régissent l'agrobusiness et les acteurs impliqués localement et internationalement ? En existe-t-il en Haïti ?
2. Quelles sont les politiques institutionnelles qui affectent et contrôlent l'agrobusiness et les acteurs impliqués localement et internationalement?

Méthode :

Calendrier d'exécution

Activité	Nombre de jours	Date d'exécution
Revue de littérature		
Voyage d'évaluation en Haïti		
Contact avec XXX/		
Activités de recherche / organisation et réseautage		
Draft du Rapport		

Présentation et révision du rapport/ Prochaines étapes et rencontre		
Rapport final		

Livrables attendus du chef d'équipe

Un rapport détaillé assorti d'une évaluation globale du secteur de l'agro-business en Haïti avec emphase sur les informations nécessaires pouvant servir à sensibiliser les communautés locales affectées par les projets agroindustriels et à influencer les politiques publiques en la matière.

Participer dans le travail de publication des contenus du rapport aux acteurs concernés, tout en mettant l'accent sur les communautés qui sont potentiellement affectées par les effets des projets agroindustriels, les décideurs politiques nationaux et internationaux.

Coût total Consultants et Moyens de paiement.

DEPOT DE CANDIDATURE

Les personnes et/ou entités intéressées doivent répondre aux critères suivants :

- [Etre un(e) professionnel(le) des sciences humaines et sociales détenant au moins une Maîtrise dans l'un ou l'autre des domaines
- [Avoir une bonne connaissance du milieu rural, du secteur agricole en particulier
- [Avoir une bonne connaissance du contexte économique national et international, particulièrement en matière de politique publique
- [Avoir déjà participé ou réalisé un travail de recherche dans un secteur lié au domaine de recherche
- [Présenter une copie des travaux déjà réalisés en la matière
- [Etre capable de travailler dans une équipe internationale pluridisciplinaire
- [Présenter une page de compréhension de la politique agricole en Haïti et les voies de salut pour la paysannerie

Les intéressés (es) peuvent déposer ou envoyer leur dossier complet, au plus tard le 9 Mars 2018, avec mention ETUDE AGROBUSINESS

soit à l'adresse suivante : 20, Rue Jean-Baptiste, Canapé-Vert, Port-au-Prince, Haïti

soit par Email à : jeanpierreri@yahoo.fr